

**Bilan des monstrueuses
collusions S.F.I.O.-factieux
au cours des élections :**

L'Humanité

ORGANE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS

FONDATEUR : JEAN JAURES
 REDACTEUR EN CHEF : VAILLANT-COUTURIER
 DIRECTEUR : MARCEL CACHIN DE PARIS

MARDI
 28 OCTOBRE 1947
 45 AVENUE (Nouveils arts) N° 973
 Tirage présumé : 400.000 ex.

ADRESSE : 37, RUE DU LOUVRE, PARIS (1^{er})
 N° 1 100 14-50 (13 lignes groupées) Chèques postaux 34-10
 PARIS DE VENTE : Régions Parisiennes (départ.) 5 FRANCS
 SUD-O. SUD-E. SUD-M. SUD-N. SUD-SE. SUD-SW. 4 FRANCS
 Autres départements, par abonnement

LA TRAHISON SOCIALISTE

encourage de Gaulle

Union des adversaires du fascisme : pour lui
barrer la route !

Defferre livre Marseille
au R.P.F.
(Voir les résultats en 4^e page)

**Cet après-midi, réunion de
l'Assemblée
Nationale**
(Voir nos inform. en 2^e page.)

Un appel du Parti Communiste Français

Français, Françaises,
Les ennemis de la République se dressent contre elle avec une audace grandissante.
Enhardi par la trahison du parti socialiste qui, au cours des élections, s'est montré résolument hostile à l'union des forces ouvrières et démocratiques, qui a organisé de monstrueuses collusions avec les factieux du R.P.F., le général de Gaulle somme la représentation nationale de se dispenser, de laisser la voie libre au pouvoir personnel.
Fidèle aux pratiques du césarisme et de l'hitlérisme, de Gaulle exprime son mépris pour la Constitution ; il ne dissimule pas sa volonté de recourir au coup de force.
Mal assuré de la minorité d'électeurs qui s'est prononcée pour les listes hétéroclites du R.P.F., craignant à juste titre le bloc des travailleurs et des républicains, le général factieux n'avait pas osé tenir ce langage avant le deuxième tour de scrutin.
Mais l'apprenti dictateur se trompe s'il croit que son heure a sonné.
Les travailleurs, les républicains, les

**Tous à Wagram
ce soir à 19 h. !**

**Silence aux insulteurs
de l'U.R.S.S. !**

Ce soir, à 20 h. 30, salle Wagram, sous la présidence de l'ex-sénateur Gautherot, membre de la Ligue antibolchévique, pétainiste notoire, on prétend organiser un meeting injurieux et provocant contre l'Union Soviétique, amie et alliée de la France.
On fait appel à tous les factieux, miliciens, cagoulauds, agents de l'étranger, tous les ennemis de la République, de la liberté, de la démocratie et de la paix.
PARIS OUVRIER ET REPUBLICAIN
— Qui n'oublie pas qu'il doit en premier lieu sa délivrance de l'oppression hitlérienne à la glorieuse Armée Rouge ;
— Qui sait que l'Union Soviétique lutte pour la sécurité des peuples et l'établissement d'une paix solide et durable ;
— Qui sait que l'U.R.S.S. vient de nous offrir 15.000.000 de quintaux de blé pour assurer plus de pain à nos enfants, à tous les Français.
PARIS OUVRIER ET REPUBLICAIN
ne tolérera pas que cette provocation antisoviétique, antilibre aux intérêts de la France, se fasse dans notre capitale.

**Paris ne
tolérera pas
l'ignoble
provocation**

M GAUTHEROT con-
voque pour ce soir

AUJOURD'HUI, FÊTE NATIONALE TCHÉCOSLOVAQUE

**“ Contre les fauteurs de guerre,
solidarité avec les forces
pacifiques et démocratiques ”**

L'Entrée de la France dans la guerre froide (1944-1948)

Annie LACROIX - RIZ

Le concept de guerre froide est en apparence bien connu et précisément daté : fruit du lourd contentieux accumulé entre les Alliés de la Seconde Guerre Mondiale - Anglo-Saxons contre Soviétiques - éclatant, à l'occasion, dans un discours de 1945-1946, telle la célèbre diatribe de W. Churchill à Fulton (Missouri), le 5 mars 1946, (en présence de Truman) contre le "rideau de fer", la guerre froide est officiellement lancée par le discours de Truman au Congrès, un an plus tard : le Président des Etats-Unis sollicite des deux Chambres, le 12 mars 1947, une "aide aux peuples libres" - en l'occurrence Grèce et Turquie - "contre les mouvements à tendance agressive qui s'efforcent de leur imposer des régimes totalitaires" (1). La fondation s'achève sur la "réplique" soviétique exprimée par la réunion de neuf parties communistes, du 22 au 27 septembre 1947, à Szklarska Poreba (Pologne), constitutive du Kominform.

L'étude de la guerre froide, largement entreprise, de l'ouvrage d'André FONTAINE ("Histoire de la Guerre Froide"), à celui de Lilly MARCOU ("Le Kominform")*, est singulièrement enrichie, parfois même transformée par l'ouverture des archives françaises - particulièrement la cote F 60 (Présidence du Conseil) des A.N. et les fonds du Ministère des Affaires Etrangères - indispensables désormais non seulement à la connaissance du processus en France même mais à celle de l'ensemble du phénomène. Pour la France de la IVe République, les choix de la guerre froide constituent l'aboutissement logique d'options antérieures, perceptibles avant la Libération, étudiées ici à partir de 1944-1945, selon deux axes : la question allemande, clé de la "guerre froide" en Europe, décisive, sur les plans économique et politique, pour la France et quelques uns des aspects multiformes de la guerre froide intérieure.

I - La France face au choix anglo-saxon : les problèmes posés par la reconstruction prioritaire de l'Allemagne.

La séparation de l'Europe (et du monde) s'inscrit, au terme des profondes transformations géopolitiques issues du second conflit mondial, dans le programme de reconstruction prioritaire de l'Allemagne esquissé très précocement par les Anglo-Saxons - décision lourde de conséquences, économiques et politiques, pour la France.

Les premières frictions entre Soviétiques et Américains sont enregistrées précocement par les archives : début février 1945, l'Ambassadeur des Etats-Unis Jefferson Caffery déclare à "un de nos informateurs (...)" que la position exclusive et particulariste de Moscou pouvait nuire grandement à la solution du problème du contrôle de l'occupation de l'Allemagne" (2). Dès juin 1945, les Français peuvent recenser avec précision les "divergences" entre Alliés : la douceur et la justice dont font preuve les autorités soviétiques, opposées à toute "brutalité", favorables à la fraternisation et laissant la population libre d'élire ses maires - à l'inverse de ce qui se pratique en zone américaine - inquiète vivement Washington qui veut désormais éviter "des comparaisons déplaisantes" et "l'hostilité des masses allemandes", écrit H. Bonnet Ambassadeur de France à Washington. (3)

- Les "réparations" condamnées :

Très tôt, la France s'est trouvée confrontée aux rudes conséquences du choix anglo-saxon, comparable à la stratégie de l'après première guerre mondiale, en faveur de l'Allemagne. Ce choix porte en effet une atteinte directe aux "réparations" dont le principe et les

(*) Cf. notamment la bibliographie de J.P. RIOUX in "La France de la Quatrième République (1944-1952)", coll. Points, Le Seuil, 1980.

modalités ont été très laborieusement établis par les conférences de Yalta (4-11 février 1945) et de Potsdam (7 juillet - 2 août 1945), en raison du profond désaccord entre Soviétiques et Anglo-Saxons. La France, soumise à rude épreuve par des Alliés anglo-saxons qui n'accordent crédits et marchandises qu'au compte-gouttes (4), ne peut dès ce moment entretenir aucune illusion sur des "réparations" d'emblée condamnées. Il est trop facile, après coup, de considérer la chose comme acquise : une fraction des classes dirigeantes, incarnée par de Gaulle mais aussi semble-t-il, en 1944-1945, par G. Bidault, affirme son souci de récupérer "sur le terrain" une partie des richesses dilapidées par l'occupant allemand, notamment au sein du Comité Economique Interministériel en décembre 1944 - janvier 1945 (5). Or, depuis l'hiver, tandis que la crise charbonnière prend des proportions alarmantes, les Anglo-Saxons se murent dans le refus. En mars-avril 1945 affluent les notes pessimistes : le CEI du 27 avril est avisé que la France ne saurait caresser "aucun espoir (de recevoir) à brève échéance" du charbon allemand de quelque provenance que ce soit. "Les Alliés ne voient même pas la possibilité de nous faire bénéficier d'une partie des faibles stocks trouvés sur le carreau des mines de la Sarre, pas plus que d'une fraction des quantités qui seraient extraites (...) dans les prochains mois" (6).

Les velléités de résistance discernables dans telle intervention de De Gaulle devant le CEI - prônant à la fin de l'hiver, la cessation des livraisons de charbon français aux armées alliées (7) - ou dans un texte officiel de Bidault, comme le "projet de mémorandum sur les réparations et restitutions" du 9 avril 1945 (8), cèdent promptement aux conseils de sagesse et de modération abondamment prodigués au sein de l'appareil d'Etat. A une "note sur les restitutions et prestations" rédigée le 10 mai, sans illusion, il est vrai, par les Affaires Etrangères, le Secrétariat du CEI, alors animé par H. Alphan, réplique assez sèchement :

"On peut douter qu'il soit en la matière de bonne politique de demander le plus pour avoir le moins. La surenchère ouvre trop aisément la voie à d'autres surenchères qui ne feraient que retarder, en l'occurrence (sic), le règlement final" (9).

Cette tendance animée particulièrement par la SF IQ, (10) triomphe avec la nomination le 31 mai, d'Hervé Alphan, jusqu'alors secrétaire général du CEI, au poste de directeur général du Ministère des Affaires Etrangères. Avant même que ne siége la conférence

de Potsdam, la France, toujours privée d'envois de charbon allemand, n'ignore plus rien des thèses anglo-saxonnes, les Britanniques occupants de la Ruhr, exprimant sans ambages ce que les Etats-Unis sont ainsi dispensés de proclamer. Le 26 juin, une note des Affaires Etrangères sur le paiement des réparations donne des informations explicites sur la volonté britannique et américaine d'une reconstruction prioritaire de l'Allemagne: la Trésorerie de Londres jugeant indispensable d'importer en Allemagne "des quantités substantielles de marchandises, notamment des produits alimentaires, afin d'empêcher la famine, les épidémies et les désordres", a établi une ferme doctrine sur le paiement de ces importations, à assurer désormais par le produit des exportations allemandes. Ainsi, "avant de bénéficier des réparations, les pays victimes de la guerre devront commencer par payer en devises les fournitures qu'ils se procureront en Allemagne et (...) ces devises seront affectées aux achats que l'Allemagne sera autorisée à effectuer au dehors. Il n'est pas douteux, commente le rédacteur du texte, que cette notion risque de porter une atteinte très sérieuse au système des réparations". (11) Par les débats de Potsdam les Britanniques n'apprennent donc rien aux Français, évincés comme à Yalta, dont le choix en faveur des Occidentaux a, malgré les aléas d'un relèvement atteint par les objectifs de leurs Alliés, des motivations fondamentalement politiques: "Quelque soit le résultat de la conférence de Potsdam, déclare le CEI du 13 juillet 1945, on devra rechercher, au minimum, la réalisation d'une direction unique du contrôle entre les mains des Alliés de l'Ouest".(12)

On comprend aisément que le divorce apparaisse total entre les prétentions officielles de la France aux réparations allemandes - jusqu'en 1947 inclus- et la réalité de ses relations avec les Anglo-saxons, les Américains jouant, au fil des mois, un rôle de plus en plus déterminant qui relègue au second rang les Britanniques jusque dans leur propre zone d'occupation (13). Le refus américain est clairement notifié à l'occasion des négociations financières entamées à l'automne 1945 et conclues par la signature des accords Blum-Byrnes, le 28 mai 1946 : le problème de l'approvisionnement en charbon figure au premier plan des préoccupations françaises (au minimum, un million de tonnes mensuelles) bien que la délégation ne fasse plus mine de croire aux "réparations" - le mot n'est plus écrit, ni même prononcé à Washington par le pays demandeur de nouveaux crédits, destinés à la réalisation de son plan de recons-

truction. La mission française conduite par Blum se contenterait d'une concession américaine sur le principe de l'achat du charbon allemand, deux fois moins coûteux que celui que Washington expédie à la France (11 dollars la tonne contre 20) (14). L'esprit de concession particulièrement prononcé chez le responsable de la délégation française, ne débloque aucunement la dramatique impasse charbonnière, comme le reste des questions d'ailleurs, crédits au premier chef (15). Alors que Léon Blum, dans sa présentation très optimiste des accords au Président du Conseil F. Gouin, attribue au paragraphe relatif au charbon une "importance capitale" (16), les Américains n'ont pas reculé d'un pouce, leur refus d'engagement consacrant la ruine de tout espoir de "réparations" et ne promettant guère d'achat certain : la fourniture en charbon indispensable à la reconstruction "devra être assurée non seulement par une production française accrue mais aussi par des importations d'Allemagne. Le Gouvernement des Etats-Unis continuera à aider la France à se procurer un approvisionnement suffisant en charbon allemand". (17)

Dans les mois qui suivent les accords de Washington, les projets anglo-américains se précisent dans des conditions qui inquiètent la France, mise devant le fait accompli et réduite à l'impuissance, certes par la politique de ses alliés, mais aussi par son souci de ne pas indisposer le dispensateur des crédits espérés : c'est au cours de l'été 1946 que les Britanniques et les Américains préparent, en écartant soigneusement la France, la fusion de leurs zones d'occupation en "un seul bloc" (18). Tandis que les pressions s'exercent sans précaution excessive - notamment par le biais des restrictions du ravitaillement - sur un pays dont "la situation géographique et politique" rend délicate l'adhésion au "plan d'unification anglo-américain" (19), les Anglo-Saxons ne manient pas la litote pour conduire la France, accusée d'excessive faiblesse vis à vis de Moscou, à un choix clair et au "réalisme voulu" (20) - du charbon à l'acceptation de la libération rapide des prisonniers de guerre allemands.

Environ une quinzaine après la signature (le 2 décembre) de l'accord d'unification des deux zones par Bevin et Byrnes, la France, pressée d'y adhérer, notamment par un chantage clair, notifié à Couve de Murville, aux envois de charbon et de denrées alimentaires en zone française (21), est incontestablement disposée à d'amples concessions, encore inavouables officiellement : Sergent se prononce contre une "politique d'isolement pur

et simple" vis-à-vis des Anglo-Saxons. "Quel que soit le but recherché, une coopération économique avec les zones voisines paraît inéluctable". Certes, "une fusion pure et simple serait inopportune", mais il faut se résoudre à un "compromis" (22).

Depuis l'été, les Etats-Unis laissent présager l'ampleur du "compromis". La stratégie de la Division Economique (Economy Division) de l'OMGUS (Administration américaine d'occupation) est désormais clairement fondée sur une reconstruction allemande revendiquée par son chef, le Général W.H. Draper. Ce dernier, administrateur de la Banque Dylon, Read and Company - qui a financé aux Etats-Unis tous les emprunts allemands de 1937-1938 - est entouré d'un "personnel (...) composé exclusivement de germanophiles notoires, appartenant tous plus ou moins à de grosses entreprises américaines ayant eu des chiffres d'affaires très importants avec l'Industrie Allemande (sic). Le but avoué de tous est de redonner à l'Industrie Allemande (sic) un essor comparable à celui de l'avant-guerre, dont ne manqueraient pas de profiter les groupes américains dont ils sont les représentants". En août 1946 le général Draper a fait devant le Rotary Club des confidences révélatrices de "l'état d'esprit" régnant au sein de l' "Economy Division" : "La reconstruction de l'industrie allemande est absolument nécessaire : la gêner serait un crime. Nous devons assister ce grand pays pour lui permettre d'exporter et de se réparer lui-même".

Dans les mois qui suivent se met en place le dispositif américain qui constitue, selon les officiels français, "la phase préparatoire de la "colonisation économique" de l'Allemagne par les U.S.A. (sic) " : à partir de novembre 1946 se multiplient les commissions américaines, dominées par le Parti Républicain, chargées des problèmes économiques de la zone américaine, munies de "directives précises pour préparer l'application de cette nouvelle politique". La reprise économique, freinée jusqu'alors par l'incertitude sur l'orientation et l'avenir des grandes industries allemandes, doit être acquise "dans les plus brefs délais possibles". Elle suppose la reconstruction aussi rapide que possible des usines détruites, "l'envoi en Allemagne de grosses quantités de matières premières et d'outillage américain (et) l'investissement de capitaux américains dans les grosses entreprises allemandes". (23)

Désormais, les Etats-Unis renforcés par la fusion de leur zone avec celle des Britan-

niques - qui accroît leur contrôle sur la Ruhr - renoncent, vis-à-vis de la France comme de leurs autres alliés, à toute précaution : à l'heure où les Français quémangent vainement des envois de ravitaillement et la première tranche de 250 millions de dollars de la Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement (BIRD) promise lors de la signature des accords Blum-Byrnes (24), la préparation de la conférence de Moscou consacre la mort des "réparations" auxquelles la France ne peut encore officiellement renoncer.

Tandis que les Soviétiques "ne nous (...) ménage (nt pas) les avances" sur une question qui les intéresse également au plus haut point, la "brutalité" des Américains, "très sûrs d'eux", n'épargne personne : Clay "dévère sa bile" sur son homologue britannique, Robertson, rendant "l'accord bizonal (...) délicat" et se montre "désireux de pousser (son) collègue soviétique dans ses derniers retranchements" : dès février-mars 1947, face à une URSS qui manifeste une réelle "inquiétude" devant un accord dans lequel elle voit "un instrument redoutable (...), une sorte d'épée Damoclès", les Etats-Unis estiment posséder "des atouts qui les mettent en mesure, non seulement de ne pas refuser la bataille, mais de gagner des points". Jusqu' alors, "la Délégation française a réussi à rester à l'écart du conflit qui opposait ses trois alliés" mais l' "atmosphère de bataille" qui règne à la veille de la conférence ne lui permettra pas de différer plus longtemps son choix officiel : "nos représentants seront appelés, demain, à jouer un rôle de tout premier plan. Que la France incline d'un côté ou de l'autre, et elle contraint l'URSS à l'isolement ou compromet gravement le jeu des Anglo-Saxons". (25)

La conférence de Moscou (10 mars - 24 avril 1947), au cours de laquelle les Anglo-Saxons ne font aucun mystère de leur rejet des "réparations" (26), n'apprend rien à l'Etat français qu'il ne sache déjà : dès le 6 mars les entretiens de Marshall (désormais secrétaire d'Etat*) avec Auriol et Teitgen puis avec Ramadier, n'ont apporté aucun apaisement sur les problèmes brûlants - "notre reconstruction qui est en jeu", particulièrement en raison du "caractère critique" de la situation charbonnière de la France" (27). Le choix -politique- qui répond à la mise en demeure adressée le 12 mars par Truman, est donc effectué, pendant la Conférence de Moscou, sur le délicat terrain allemand qui impose en France de grandes précautions, tant la fermeté prônée par les communistes-

isolés par ailleurs, mais pas sur ce point-bénéficie de solides appuis dans l'opinion publique. Le prétendu "os de la Sarre" (28) fournit le prétexte de la rupture : la France, fermement soutenue par l'URSS à propos des réparations et notamment du charbon de la Ruhr, ironise sur les contradictions soviétiques : lors d'une conférence de presse, le 8 avril, à Moscou, G. Bidault fait savoir que "pour prélever les réparations sur la production il faut que l'Allemagne produise, il faut élever le niveau de son industrie et par conséquent, diminuer les prélèvements d'outillage industriel. Les réparations prélevées sur la production (demandées par l'URSS) et les livraisons d'outillage sont donc, de prime abord, contradictoires" (29). L'attaque en règle contre l'URSS autorise la manoeuvre sarroise, l'accord séparé franco-anglo-sarrois du 17 avril relatif au charbon : tandis que la presse célèbre l'événement avec enthousiasme et s'indigne du refus soviétique sur la Sarre, (30) on fait mine à Paris de se réjouir d'un afflux du charbon sarrois qu'en tout état de cause on était décidé à conserver. Le 5 avril, Paris avait envoyé à Bidault des consignes claires en ce sens : si la France n'obtenait pas de règlement du problème du charbon, la situation deviendrait "sa critique (que le gouvernement) serait amené à examiner la possibilité de conserver sans autre forme le charbon de la Sarre pour l'usage français". (31) Les mois suivants vont démontrer le caractère illusoire d'un accord qui n'a même pas apporté "un peu de charbon" (32) à la France qui, régulièrement mais vainement, demande sa mise en application. (33)

Quelques semaines après la conférence de Moscou qui a "accompli (...) l'irréversible"(34) et les réorganisations politiques consécutives, étudiées plus loin, le lancement du "Plan Marshall" officialise conjointement l'entrée en guerre froide et le relèvement allemand, qui occupe l'essentiel des discussions. A l'époque de la conférence des Seize (12-15 juillet 1947), lorsque les moyens d'information célèbrent à l'envi la manne américaine qui tarde tant, le président de la BIRD, Mac Cloy, confie à l'Ambassadeur de France H. Bonnet qu'il est "convaincu que des capitaux importants devront être engagés dans la Ruhr (et qu'il) souhaite que l'intégration de l'économie allemande dans les plans de reconstruction en cours d'établissement à Paris permette à la Banque internationale de s'intéresser à la restauration des mines"(35). Clayton, sous-secrétaire d'Etat chargé des affaires économiques, ne songe pas, le 9

* depuis janvier 1947

juillet, à rassurer un Bidault inquiet du blocage américain sur la question allemande : ce dernier tente de l'alarmer sur le comportement anglo-saxon qui nourrit "le grand argument des communistes (lequel) consiste à déclarer que les Etats-Unis et la Grande-Bretagne souhaitent que l'on s'occupe de la reconstruction de l'Allemagne avant celle de la France, et que le gouvernement français abandonne ses positions en ce qui concerne les réparations, la Ruhr et ses autres revendications allemandes" ; le met en garde contre "un changement dans les institutions de la Ruhr (...) décidé séparément, (qui) serait redoutable et mettrait le gouvernement français dans une position difficile ; le presse de mettre en application désormais "sans délai (...) la lettre franco-anglo-américaine sur le charbon". * On comprend peu après pourquoi Clayton oscille entre les réponses évasives sur la Sarre - "le problème n'est pas de sa compétence" - et une extrême fermeté sur les "réparations" et le "niveau de l'industrie allemande", dont "la question doit être réglée rapidement (...) la production charbonnière de la Ruhr est un élément essentiel de la reconstruction européenne. Il ne faut pas espérer de réparations sur la production courante". Quant aux "réparations en équipement", elles n'offrent pas "un grand intérêt" (36) : quelques jours plus tard, Paris déplore que les Anglo-Saxons demeurent fidèles à la pratique des accords séparés, "sans que le gouvernement français en ait été informé". "Autorités britanniques et américaines" ont clos leurs "discussions (...) sur la question du niveau de l'industrie allemande et la gestion des mines de la Ruhr" par des décisions concrètes. "Des instructions ont été envoyées aux commandants en chef américain et britannique, augmentant d'une façon très sensible le niveau industriel allemand". Ces mesures, qui "semblent une justification bien inopportune des appréhensions manifestées par le gouvernement soviétique (...), placent le négociateur et le gouvernement français dans une position intolérable qu'il (sic) ne peut expliquer à son opinion". (37)

Pas plus qu'à l'ordinaire les lamentations françaises n'inquiètent le puissant allié : les choix politiques de 1947 impliquent la résignation à ce qui constitue le fondement de la stratégie européenne de Washington: le redressement accéléré -militaire inclus- d'une Allemagne considérée comme infiniment plus sûre que la France.

En août 1947, à l'heure où le gouvernement annonce une mesure adoptée (avec discrétion,

à l'heure des promesses du pactole américain) dès le 2 juin, la réduction à 200 grammes de la ration de pain des Français, ceux-ci apprennent que les autorités de la bizone ont décidé d'attribuer aux Allemands une ration quotidienne de 500 grammes (38).

Objet de l'indignation communiste, cette mesure ne menace pas davantage que les autres l'adhésion française aux décisions de Washington. Terre de libre entreprise où le capital américain rêve d'investir massivement -à l'inverse d'une France dont les nationalisations exaspèrent Washington- l'Allemagne est également promue au rang de "clé de voute (sic) du système européen" (39) pour les mêmes raisons politiques qui suscitent la solide méfiance du Département d'Etat vis-à-vis la France, véritable "négatif" du pays choyé .

II -Les étapes de la "guerre froide" intérieure : vers une France conforme aux souhaits américains :

La "guerre froide" entendue comme nette rupture entre communistes et autres forces politiques ne présente pas moins d'intérêt que le concept saisi dans le cadre des relations internationales "pures", les relations France-Etats-Unis ayant des répercussions directes sur la conjoncture intérieure française.

On n'imputera certes pas l'anticommunisme à une décision ou à une machination de Washington ; pour autant, il ne convient pas de gommer le rôle éminemment **actif** des Etats-Unis dans une opération politique qui pouvait établir aisément le consensus des classes dirigeantes française **et** américaine. Cette étude s'impose d'autant plus que le rapport des forces politiques en France éclaire les choix de la "guerre froide" stricto sensu : comment comprendre alors l'acceptation relativement facile d'une exigence anglo-saxonne aussi pénible que le relèvement prioritaire de l'Allemagne, qu'il aurait été si tentant de "faire payer" ?

C'est fondamentalement, semble-t-il à la lecture des archives, pour des raisons politiques au moins autant qu'économiques que l'Etat et le patronat se raccrochent à la perspective d'une intervention multiforme des Etats-Unis comme à une planche de "salut" (40). Polémique mais perspicace,

* Accord du 17 avril sur le charbon sarrois signalé plus haut.

Yves Farge, alors commissaire de la République à Lyon le constate au début de 1945 dans son réquisitoire contre les grands patrons de sa région de tutelle : en mars 1945, il dénonce "une conjonction de l'élite de l'armée américaine -c'est-à-dire de ses officiers- avec nos hommes d'affaires véreux qui ont repris toute assurance et considèrent, puisqu'ils jouissent miraculeusement de l'impunité, que l'occupant n'a fait que changer d'uniforme" ; un mois plus tard, il précise son accusation à propos du "Cercle France Amérique de Lyon" : "On y trouve tous les représentants de cette Chambre de commerce que nous avons dû congédier, tant le scandale de la collaboration était grand au sein de cette compagnie ; (...) toute la famille Gillet, qui prit soin d'introduire des administrateurs allemands dans ses conseils ; (...) les hommes de confiance du baron Brincard qui entourent le colonel Murdoch et son état-major, chargé des relations industrielles.

Je suis convaincu que l'honorable colonel Murdoch est au courant mieux que ne peut l'être le gouvernement français de la véritable situation du bassin industriel lyonnais.

(...) Si les efforts que nous devons dépenser pour maintenir l'autorité de notre administration à l'égard des prestations et des réquisitions américaines, doivent être tous les jours plus soutenus, c'est que dans une classe de notre société on va au-devant des désirs de nos alliés.

Et ceux-ci, particulièrement le colonel Murdoch, qui a pris la place dans le "monde" lyonnais du major Hinderer, ignorent la France qui se bat et la France qui travaille pour ne considérer que la France qui bridge"(41).

Simultanément, la poussée communiste, sensible pendant l'occupation, dans la Résistance, n'a pas attendu la Libération pour inquiéter vivement Washington. La méfiance manifestée vis-à-vis de De Gaulle n'a pas eu pour seule motivation la raideur et le sens de la dignité nationale prêtés au général. En octobre 1944, alors que Washington n'a toujours pas reconnu le GPRF (Gouvernement Provisoire de la République Française), le Britannique Lord Halifax confie ses impressions au représentant français Hoppenot : "l'Amiral Leahy* avait si constamment prêté au Président que la libération donnerait en France le signal de la guerre civile que M. Roosevelt, jusqu'au dernier moment, n'avait pas cru à la possibilité pour le général De Gaulle d'asseoir fermement son autorité en France. (II) hésite (d'ailleurs) toujours à accorder

à un gouvernement dont la politique intérieure l'effraie par bien des côtés, l'investiture internationale qui constituerait sa reconnaissance". (42)

La France tour à tour redoutée et flattée fait donc l'objet, dès avant la Libération, de pressions politiques et économiques jugées à l'évidence susceptibles de la guider vers l'orientation souhaitée. Tandis que les colonies comme la métropole reçoivent un ravitaillement beaucoup moins abondant qu'il n'avait été initialement prévu ou promis (43), les rebuffades politiques ne sont pas épargnées : de Gaulle ressentira comme un affront l'éviction de la France de la Conférence de Yalta, "omission (dont) il semble bien que le gouvernement américain soit largement responsable" (44) : selon "(1) (sic) membre important de la Marine américaine", de Gaulle n'a pas été convié parce que l'on n'était pas sûr que la France serait une Grande Puissance". L'on ne (voulait) pas sa participation dans les conseils supérieurs (militaires) parce que l'on n'avait (pas) (encore) décidé de ce qu'on ferait de l'Indochine"(45).

Les Etats-Unis souhaitent que la France -comme le reste des pays européens demeurés hors de la sphère soviétique- lève l'hypothèque communiste qui retarde son intégration officielle dans la communauté occidentale. Au cours des années où se mêlent deux inquiétudes -les relations difficiles avec de Gaulle et surtout la poussée communiste- Washington oscille entre le doute, la colère et les espérances que peut offrir toute évolution favorable du rapport des forces. Dès 1944-1945, l'angoisse est tempérée par certaines satisfactions. Si de Gaulle se montre raide à l'excès aux yeux du Département d'Etat, son anticommunisme ne manque pas de rassurer : lorsqu'il refuse un des trois grands ministères - Intérieur, Défense ou Affaires Etrangères - au PCF en novembre 1945, "la réaction américaine dans tous les milieux est excellente ; (...) l'opinion américaine étant foncièrement et de plus en plus anticommuniste apprécie le geste du Général de Gaulle". La presse, unanime, trouve "remarquable" la solution ainsi apportée à la crise politique "car la situation a été jugée extrêmement sérieuse et inquiétante". (46) En janvier 1946, Washington se félicite de l'issue de la crise ouverte par le départ de De Gaulle : le gouvernement Gouin, qui compte des personnalités fort appréciées - Bidault maintenu aux Affaires

* Ambassadeur des Etats-Unis à Paris sous le régime de Vichy.

Etrangères, Philip choisi pour appliquer, aux Finances, un rigoureux "programme déflationniste" que les Etats-Unis n'ont pas fait mystère d'encourager - bénéficie d'un "accueil très favorable" après "la crainte (de l'installation d'un) gouvernement communiste" en France.

La presse américaine se félicite d'ailleurs que sur le choix français aient fortement pesé les soucis extérieurs : selon elle, "la préoccupation de ménager l'opinion des Etats-Unis dont l'aide financière est indispensable à la France (n'a pas peu) contribué à faire prévaloir la formation d'un cabinet tripartite". (47) Les socialistes français qui depuis l'automne subordonnent explicitement leur ligne aux impératifs extérieurs (48) n'ont d'ailleurs guère pris de précaution pour signifier au PCF les motifs du refus de la formule proposée par ce dernier - gouvernement socialo-communiste dirigé par un communiste, conformément au scrutin du 21 octobre 1945: pendant la crise ministérielle, V. Auriol, au cours d'un entretien avec M. Thorez, "lui a fait connaître la très grande influence de la question du ravitaillement sur la situation actuelle et qu'une aide américaine importante nous était indispensable", remarque précisée en Comité Directeur par A. Philip, chaud partisan d'une solide alliance franco-américaine : "seul un gouvernement tripartite à direction socialiste peut permettre un effort exceptionnel des Alliés en matière de ravitaillement". (49)

L'esprit de concession des milieux gouvernementaux, qui a, dès avant la Libération, sérieusement adouci les propos et le comportement de De Gaulle, accomplit en effet de remarquables progrès à l'époque de la reprise des négociations financières avec Washington. La pression politique se fait alors plus directe sur une délégation prompte à la comprendre et même à l'accepter.

A la veille des discussions, les Etats-Unis mettent en avant la **"relation du problème posé* avec l'état de la politique intérieure française"**. L' "interlocuteur** de notre honorable correspondant (...) est persuadé que la présence de communistes au sein du gouvernement français alarme de nombreux milieux américains (...). L'administration (sic) pourrait par la suite être accusée d'avoir aidé au relèvement d'une France qui, si elle devenait à direction communiste, sera (sic) braquée contre les U.S.A. (sic), se tournerait vers la Russie et en fait s'opposerait à l'Amérique. Cette crainte ne sera peut-être pas formulée ouvertement aux Etats-Unis mais elle gênera M. Monnet et M. Blum". (50)

Lorsque Léon Blum présente les accords du 28 mai 1946 comme "un événement heureux (qui) dépasse de loin ce qu'il était raisonnable d'attendre au moment du départ de la mission" - affirmation totalement démentie par les notes circonstanciées des hauts fonctionnaires - il ne peut guère, le bilan des acquis s'avérant fort maigre, se féliciter que d'un point précis -éminemment politique : ce "succès international (provoquera) entre les deux peuples un resserrement d'amitié qui doit s'accroître dans l'avenir". (51)

Tandis que les crédits se font toujours attendre (notamment ceux de la Banque Internationale) et que le ravitaillement n'afflue pas davantage après les accords de Washington, la France inspire toujours une profonde défiance : en août 1946, il ressort de conversations entre diplomates que les Etats-Unis considèrent ne pouvoir "réellement compter" en Europe, que sur trois pays : Grande-Bretagne, Portugal et Espagne. "Les autres (...) évolueraient dans l'orbite russe, en particulier la Yougoslavie et l'Italie. La France ne serait pas considérée comme une amie sûre (parce que) l'influence des Soviets y est sensible". (52)

Quoi qu'il en soit, si les années 1944-1946 sont celles des craintes et des espoirs - assortis, à vrai dire, de pressions fort efficaces sur le pays sollicité - 1947 inaugure l'ère des réelles décisions : dès les premiers mois, la stratégie européenne des Etats-Unis, économique et politique, est clairement établie. Les grands projets économiques - qui prendront la forme du Plan Marshall - s'accompagnent d'un programme politique qui conditionne à l'évidence la mise en oeuvre des premiers : vis-à-vis de la France comme des autres pays européens préservés, Allemagne en tête, les Etats-Unis, dès janvier, faisant la part de l'affaiblissement de la droite après la Libération, ont défini une nouvelle "Ligne de conduite".

"Le (sic) NCLP (Non Communist Left Policy) prend forme et (...) le soutien économique des partis européens de gauche non communistes a été décidé" au terme des conversations tenues au Département d'Etat. A. Harriman a confié "à des amis qu'il estime que le socialisme est le meilleur obstacle au communisme en Europe". Tout en intégrant la France, cette stratégie lui assigne une place subalterne

* L'octroi des crédits sollicités par la France à l'occasion des négociations prévues.

** "une haute personnalité américaine".

en raison des risques que présente son rapport des forces : "(...) de plus en plus la tendance du State Department est, dans la ligne de cette NCLP, de considérer l'Allemagne et non la France comme la clé de voute (sic) du système européen". (53)

La tactique de "guerre froide" syndicale déjà - et au moins depuis 1946 - minutieusement mise au point confirme la priorité allemande devant une France trop incertaine: dès avant le Congrès de l'American Federation of Labor réuni à Chicago, en Octobre 1946, a été organisée une mission européenne dirigée par Irving Brown. Pendant plusieurs mois, le responsable syndical américain a parcouru l'Europe, assistant notamment au Congrès de nombreuses Fédérations. Rentré aux Etats-Unis en Octobre 1946 pour participer au Congrès de l'AFL, il a rejoint l'Europe fin décembre et Paris a constitué une fréquente étape depuis janvier 1947. Les dirigeants de l'AFL, que l'Ambassadeur de France à Berne Hoppenot présente - certes avec une prudence toute diplomatique, prêtant son jugement à "certains milieux" - comme "des instruments dans la main des autorités américaines et dans celle des organisations économiques des Etats-Unis", ne lésinent pas sur les moyens pour gagner à leurs vues les syndicalistes compréhensifs. Au cours d'une étape voyante à Berne, les 6 et 7 janvier, entre deux voyages en Allemagne, "M. Brown, qui était accompagné de l'attaché social près l'Ambassade des Etats-Unis à Paris, a donné à ses interlocuteurs l'impression de disposer de fonds très importants" : dépensant largement, installé dans un des meilleurs hôtels de Berne, il "leur a laissé entendre que le Bureau en Europe de l' "American Federation of Labor" sera (sic) doté de larges crédits et versera à son personnel des traitements plus élevés que ceux de l'Union syndicale ouvrière suisse". Essuyant des refus, tel celui du secrétaire de l'Union "pressenti" par Brown pour diriger le nouveau bureau, il se tourne vers Ernst Koch, secrétaire d'une Fédération sise à Lausanne. Au delà de l'évidente corruption de syndicalistes européens, le projet de l'AFL, qui "a reçu l'approbation des milieux gouvernementaux de Washington", a de vastes ambitions : il s'agit de constituer une organisation qui "s'opposer(ait) à (l'activité) de la Fédération Syndicale Mondiale" et dont le bureau serait ouvert à Genève. L'antenne de l'AFL "aurait une tendance nettement anticommuniste (...)" ; son principal champ d'activité (couvrirait) les pays de langue allemande (...)" ; à l'origine", son siège devait être installé à Paris, "mais on y aurait renoncé, en raison

de la forte position occupée en France par le Parti communiste, du rôle joué à Paris par l'ambassadeur de l'URSS et de l'influence qu'exercerait (sic) les Soviets sur la Fédération syndicale mondiale".

Le programme "syndical" jouera un rôle décisif dans les objectifs du tandem AFL-Département d'Etat : coordination de "l'aide de l'Amérique à l'Europe" ; représentation internationale de l'AFL par la création de l'organisme rival de la FSM, notamment "au Conseil Economique et Social de l'ONU"; enfin, scission syndicale, pudiquement évoquée ainsi : " - établir des contacts et développer les rapports de l' "American Federation of Labor" avec les divers mouvements syndicaux d'Europe.

- échanger avec eux des informations et instituer entre les membres et les dirigeants des diverses fédérations syndicales une étroite collaboration." (54)

Sérieusement entamée sur le front syndical, la "guerre froide", officiellement ouverte en mars 1947, touche la France aussitôt.

Lors du débat sur l'Indochine, au lendemain même du discours de Truman au Congrès, l'ensemble des partis non communistes croit pouvoir crever l'abcès : tandis que le Parti Républicain de la Liberté se réfère explicitement aux propos de Truman sur l'aide à la Grèce et à la Turquie et en conclut à l'impérieuse nécessité d'un remaniement gouvernemental, (55) la SFIO, comme les autres, se montre - hors de la tribune parlementaire - persuadée que lors du scrutin sur les crédits pour l'Indochine (samedi 22 mars) "les communistes se seront volontairement exclus (de la majorité) en s'abstenant" (56). Bien que les communistes esquivent encore l'obstacle par la pirouette de l'abstention (des députés) conjuguée avec la réaffirmation solennelle de la solidarité ministérielle, les jeux sont faits : une lettre envoyée dès le 14 mars par P.H. Teitgen à G. Bidault (alors à Moscou) confirme l'indissociable lien entre la question allemande et la "guerre froide" intérieure.

Nullement découragé par le veto notifié à la France par les Etats-Unis à propos de l'Allemagne (charbon, prisonniers de guerre, etc ...), Teitgen, qui vient de participer à un entretien de V.Auriol avec Marshall, se montre net sur la signification des déclarations américaines de mars. La position de Marshall sur le charbon s'inspire du "même esprit que la déclaration du président Truman" sur la Grèce et la Turquie : "si l'administration

américaine estime nécessaire de s'installer fortement en Méditerranée orientale et de souligner à ce point l'intention dans laquelle elle le fait, elle doit souhaiter que les pays occidentaux occupant une position dominante dans le bassin occidental de cette même mer définissent nettement leur attitude (...) ; avant hier* ", Jefferson Caffery, en remettant le discours du Président américain, "m'a tenu des propos en ce sens : "C'est une bombe, m'a-t-il dit. Désormais, la situation est claire. Il faut choisir!" Teitgen prévoit donc l' "accommodement (inévitables) avec Londres et avec Washington (...) à l'issue de la conférence de Moscou", et se prononce pour une discrétion bien compréhensible visant à l'évidence certains éléments du gouvernement : "il est prématuré, aussi longtemps que nous ne serons pas fixés sur ces points, d'évoquer expressément la question au Conseil des Ministres (..) ; le jour où elle serait évoquée, devraient l'être en même temps les divers éléments du marché offert par M. Marshall qui seuls permettraient de faire apparaître les avantages de l'opération (allemande)". (57)

Comme les documents strictement français, les archives relatives aux pays étrangers attestent le rôle déterminant de la "guerre froide", à l'occasion de la Conférence de Moscou, sur les réorganisations politiques intérieures. L'historien a le choix entre plusieurs sources pour confirmer ses présomptions: à la fin de la conférence, le Belge Spaak, déjà en poste - et symbole de l'adoption de la "NCLP" - prône, à l'intention de l'Ambassadeur de France Brugère, "la formule gouvernementale (...) satisfaisante et durable" qu'il anime, comportant l' "avantage (de) l'absence des communistes (...). Il lui apparaît que tôt ou tard nous aurons en France, sous une direction socialiste analogue à la sienne, à passer par la même expérience" (58). Le 28 avril, l'Ambassadeur de France à Bogota peut rapporter les propos fréquents que tient Wiley, son collègue américain, sur les prochains "bouversements (-) d'ici le 15 août (-) qui clarifieraient (...) la situation politique française (actuellement) des plus confuses (...), dans un sens ou dans l'autre" (59).

Si la conférence de Moscou marque le triomphe de la "guerre froide" stricto sensu, par les choix extérieurs, elle consacre également celui de la "guerre froide" intérieure, assez clairement lisible dans les déclarations de Bidault à Marshall, le 20 avril à Moscou, sur l'évident "choix que ferait la France si cela était nécessaire" - le ministre français, persuadé que "notre situation nous oblige

à nous montrer prudents", jugeant cependant "indispensable que ce choix ne lui soit pas imposé". (60).

La mise en place du Plan Marshall, élément majeur de l'intégration dans le "Bloc occidental", achève d'installer la France dans la "guerre froide" intérieure. Après avoir éliminé - le 4 mai 1947 - le PCF de la coalition tripartite, la majorité gouvernementale ne renonce pourtant pas immédiatement à une prudence rendue nécessaire par l'épineuse question allemande. Le comportement de Bidault, le 18 juin 1947, lors de l'entrevue avec Bevin qui prépare la future conférence des Trois Ministres (français, britannique, soviétique) des Affaires Etrangères, prouve la réalité de contraintes intérieures qui ne brident guère les Anglais : tandis que ces derniers ne se privent pas de faire savoir que les offres de Marshall - opération "éminemment politique" puisque, "sur le plan de la technicité pure, les possibilités d'emprunt aux Etats-Unis sont épuisées" (61) - excluent rigoureusement l'URSS des bénéficiaires éventuels, Bidault juge "également nécessaire de faire appel au gouvernement des soviets (sic), (son) attitude commandant, dans une large mesure, le plan d'action à suivre en tout état de cause".

Plus que Bevin - que son opinion publique n'oblige pas à certaines précautions vis-à-vis de l'URSS - décidé à passer outre à une prévisible "tactique dilatoire et d'obstruction" soviétique, Bidault, comme le Conseil des Ministres, se soucie "qu'il n'y ait aucune apparenced'accord entre les gouvernements français et britannique ou d'initiative avant que l'Union Soviétique n'ait eu la possibilité d'y participer". (62)

A la conférence des Trois tenue du 27 juin au 3 juillet, le **non** catégorique de Molotov à des propositions américaines qui excluent en fait toute organisation socialiste de l'économie (63) permet d'imputer à l'URSS la responsabilité de la rupture, désormais officielle, sur laquelle les dirigeants politiques "n'avaient jamais paru se faire la moindre illusion". (64)

Pourtant, à la veille des décisions claires, les formes ont encore, de part et d'autre, été respectées : tandis que le 20 juin, devant la Chambre, Bidault affirme que "la position française (sur l'Allemagne) n'a changé à

* soit le 12, le jour même du discours au Congrès.

aucun moment" à la conférence de Moscou (65), le PCF manifeste, à l'occasion de son congrès réuni à Strasbourg une hésitation certaine, éclairée par l'affaire du "piège occidental". Le 25 juin, M. Thorez abordant la question du Plan Marshall, associe une certaine prudence formelle à la condamnation de fond, mais la presse, avec un bel ensemble, l'entend qualifier le projet américain de "piège occidental".

Un démenti catégorique, le lendemain, attribuant à "nos services de presse (...) l'expression" (66) malheureuse que Thorez renie, traduit le malaise que la rupture de juin-juillet dissipe vite.

Après le retrait de Molotov, la conférence des Seize de juillet 1947, ouvert sur une extraordinaire campagne contre le diktat intimé par l'URSS à ses "satellites" - après la défection tchécoslovaque (67)- sanctionne la cassure en deux blocs. Si les crédits sont toujours refusés, le ravitaillement chichement mesuré à une France qui, à l'été 1947, a vraiment faim, (68) la pression politique, acceptée avec une docilité proportionnelle à la peur du péril communiste, s'intensifie. Tandis que les conditions de l'aide -à venir- se durcissent au fil des mois, rendant les dispositions du futur accord bilatéral "difficilement acceptables pour nous", (69) les encouragements politiques sont amplement prodigués. Dans la conjoncture agitée d'octobre -préparation des élections municipales et grève de la RATP- l'anticommunisme progresse sensiblement. Le sénateur Bridges pratique un net chantage aux crédits : "Les gens de ce pays doivent comprendre qu'il leur faut travailler et ne pas faire des grèves inspirées par les communistes s'ils veulent qu'on vienne les aider" et s'attire une réplique empressée des ministres français, qui l'ont "assuré que les communistes ne progresseraient pas en France" si le pays bénéficiait de l'aide américaine (70). Au lendemain d'élections caractérisées par le "raz de marée" (71) gaulliste, la presse américaine ne manque pas de relever "la signification internationale (des...) résultats" et se félicite de "la puissance d'attraction exercée par les Etats-Unis dans le monde": à la fois rayonnant et méprisant le Baltimore Sun du 24 octobre écrit qu' "une simple promesse de secours de notre part a suffi pour donner le signe de ralliement des forces anticommunistes". (72)

Washington peut, à l'automne 1947, s'exercer avec bonheur à une tactique de "douche-écossaise", souffrant le chaud pour calmer les plaies politiques d'un Etat affaibli par

le mécontentement social, le froid par les modalités de l'aide, définies avec précision avant l'explosion gréviste : tandis que les responsables politiques s'apitoient sur leurs homologues français, tel Clayton, le 8 décembre, troquant la dureté des réunions à huis clos (à la conférence des Seize début septembre (73)) pour le lyrisme célébrant la solidarité américaine avec "l'Europe occidentale" menacée de mort dans son combat contre "le communisme" (74), "l'aide", rétrécie au fil des semaines, se présente en décembre 1947-janvier 1948 dans toute sa rigueur.

Les grèves de novembre-décembre 1947 animées sinon toujours déclenchées par des communistes très isolés - le Kominform en prend acte - accentuent l'acceptation de la dépendance, aussi bien sur le plan extérieur qu'intérieur. Ici, la fondation du Kominform* - placée par Jdanov sous le signe du combat contre "le plan Truman-Marshall (...) plan d'asservissement économique et politique de l'Europe par l'impérialisme américain" et contre "la politique de trahison des socialistes de droite" (75) a fourni aux forces politiques gouvernementales des armes utiles dans la lutte anticommuniste, saisies immédiatement. Le PCF peut être à nouveau nettement accusé d'obéir à des "mots d'ordre volant à travers les frontières, qui viennent introduire dans les conseils tenus en France des vues qui ne sont ni celles de la France, ni celles de la classe ouvrière française, ni celles qui s'inspirent de l'intérêt de la défense de la République" (76). Mais tandis que les grèves accréditent, moyens d'information à l'appui, la thèse du complet communiste exécuté par une CGT "kominformisée", la réalité effraie moins les hommes d'Etat responsables qu'on ne l'a souvent écrit : la création du Kominform n'a aucunement entraîné "l'adoption précipitée du Plan Marshall par le Congrès américain" (77), et le 23 octobre, Clayton affiche avec un certain cynisme sa sérénité devant les membres de la délégation européenne -dont H. Alphan-venus discuter des questions économiques: en aidant l'Europe, Washington songe à "défendre non seulement les intérêts économiques et sociaux, mais également une certaine forme de civilisation qui nous est commune (..) nous avons été grandement aidés au cours des dernières semaines dans notre entreprise, en particulier par les déclarations de Monsieur Zdanov (sic)" (78).

* à la fin de septembre 1947.

Désormais fermement engagés dans la "guerre froide" intérieure, les dirigeants français, après s'être montrés sur le plan extérieur officiellement plus timides - à cause de l'épineuse question allemande - semblent souhaiter rattraper le temps perdu.

En décembre 1947, à la Conférence de Londres, G. Bidault est cette fois un peu apaisé par Bevin lorsque, après avoir froidement envisagé "le rappel des Ambassadeurs" de France à Moscou et d'URSS à Paris et réclamé "que les Français ne fussent pas laissés seuls" par leurs Alliés Anglo-Saxons, il déclare à propos de l'Allemagne, que "dans la mesure où l'affaire le concernait, sa main pouvait être forcée". Son collègue britannique le rappelle à une élémentaire prudence, "soucieux d'éviter que nous ne donnions prise à l'accusation d'apparaître trop agressifs à l'égard de l'Union Soviétique jusqu'à ce que nos plans soient au point" (79).

Sur le plan intérieur, l'adhésion à la "guerre froide" - que nombre de projets occidentaux menacent de transformer en guerre pure et simple (80) - se traduit par une docilité sans faille vis-à-vis des exigences, prescriptions ou suggestions américaines qui peut surprendre : l'intervention, multiforme, concerne aussi bien l'économie intérieure (les achats

ou la publicité forcés en constituant l'aspect le plus spectaculaire) que le commerce international (obligation de communiquer le contenu des accords avec l'Europe de l'Est, suspension de l'aide en cas d'exportation vers les mêmes pays), la politique stricto sensu (de la participation évidente aux choix gouvernementaux (personnalités incluses) à l'éviction de la CGT des commissions du Plan sur la demande de l'Ambassadeur des Etats-Unis à Paris) (81) ou la culture, symbolisée par la domination financière et idéologique qu'exerce le cinéma américain depuis les accords Blum-Byrnes. (82)

1948 marque bien le terme d'un cheminement que les archives françaises permettent de suivre dès l'immédiat après-guerre ; l'évolution interne des forces politiques encourage (et est encouragée par) une politique dont le centre de décision dépasse les frontières de l'hexagone. Soumise comme l'ensemble des pays demeurés dans l'orbite atlantique à la stratégie européenne de Washington, dont l'Allemagne à reconstruire promptement constitue le pivot, la France est entrée dans la guerre froide ou dans "l'ère américaine" avec une relative prudence que la vive accentuation des tensions, dès le second semestre de 1947, anéantit à bref délai.

NOTES

- 1 Notes documentaires et Etudes, 17-3-1947 (pp. 5-7)
- 2 Télégramme du 7.2.1945, Paris, B.9.2 (1944-1946) (Ministère des Affaires Etrangères :MAE)
- 3 Lettre, 7-6-1945, Washington, B.9.1 bis (1944-1946) MAE
- 4 Voir le compte rendu des Comités Economiques Interministériels (CEI) d'octobre 1944 à mars 1945 dans ma thèse d'Etat, "CGT et revendications ouvrières face à l'Etat de la Libération aux débuts du Plan Marshall (sept. 1944-déc. 1947). Deux stratégies de la Reconstruction", reprographiée, Université de Paris I, chap. III pp. 205 sq.
- 5 Ibidem
- 6 Dossier préparatoire au CEI du 27.4.1945, AN. F60 899.
- 7 cf. les notes 4 et 5
- 8 Dossier préparatoire au CEI du 31.5.1945, AN F60 900
- 9 Note du 29.5.1945, idem
- 10 cf. "CGT et revendications" - chap. III, pp. 213 sq.
- 11 Note citée, préparatoire au CEI du 13.7.1945, AN F60 900.
- 12 CEI du 13.7.1945, idem.
- 13 cf. les exemples d' "ingérences américaines" dans la zone anglaise d'occupation, cités in "Ingérence étrangère dans les quatre zones", Dossier "très secret" préparatoire à la Conférence de Moscou, 50-Y-48 1 sd 6 I, MAE
- 14 Note du 30.1.1946, A. 194-5 (1946), MAE
- 15 Sur ce point cf mon article "Négociation et signature des accords Blum-Byrnes (oct. 1945 - mai 1946) d'après les archives du Ministère des Affaires Etrangères", à paraître dans la Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine.
- 16 Télégramme de H. Bonnet, de la part de L.Blum, à F.Gouin, n° 2700-2715, 27.5.1946, A. 194-5 (1946)
- 17 Déclaration du Président des Etats-Unis et du Président du G.P.R.F., 28.5.1946, idem.
- 18 Lettre du Conseiller général aux Affaires Allemandes et Autrichiennes au Ministre des A.E., 1.8.1946, Y.55 1sd3 (MAE)
- 19 Télégramme de Washington, 6.9.1946, idem.
- 20 Note de renseignements, Minerve, 14.8.1946, idem
- 21 Télégramme, Baden-Baden, 3.12.1946, idem
- 22 Commentaire sur la fusion des zones américaine et britannique de M.Sergent, 18.12.1946, idem
- 23 Toutes les citations relatives à l' "Economy Division" proviennent du dossier mentionné à la note 13.
- 24 cf. notamment les dossiers A.194-5 (1946-1950) sur la BIRD ; B.12-2 et B.12-6 (1947) sur le ravitaillement (MAE)
- 25 Citations sur la préparation de la conférence de Moscou in télégramme de Noiret, 25.2.1947, et lettre de J.Tarbé de Saint-Hardouin, 1.3.1947, Y.48 1 sd 6 (Conférence de Moscou), MAE

- 26 Sur les positions officielles de Washington (Marshall) et de Londres (Bevin) cf les documents de la conférence (n° 1 à 159) cotés 52.Y.48 I, 53.Y.48 1 sd 6 ; 54.Y .48 I, MAE
- 27 Compte rendu de l'entretien Marshall-Auriol (et Teitgen), 6.3.1947, B.9.2.1947, MAE
- 28 J.P. Rioux : La France de la IVe République (1944-1952), Points Seuil, P. 163
- 29 Conférence citée, 48-Y-48 1 sd. 6 MAE
- 30 Cf. notamment les éditoriaux de Blum sur "l'affaire de la Sarre" dans le Populaire à partir du 16 avril (ou "CGT et revendications ..." chap. XV, notes 4 à 6, vol. 4, pp. 783-784).
- 31 Télégramme, Paris (à Ambafrance Moscou), 5.4.1947, 48.Y.48 1 sd 6
- 32 J.P. Rioux op. cit. p.161, qui emploie l'expression négativement.
- 33 Cf. "CGT et revendications ...", notamment chap. XII
- 34 J.P. Rioux, op. cit, p. 160
- 35 Télégramme de Bonnet, Washington, 6-7-1947 - Y 52-3 B, MAE
- 36 Conversation Bidault-Clayton, 9.7.1947, Y 45-9, MAE
- 37 Télégramme de Bidault aux ambassadeurs de France à Berlin, Londres et Washington, 18.7.1947, A.22-9 (1947) MAE
- 38 CEI du 2.6.1947, AN F 60 903 et Conseil des Ministres du 27.8.1947, presse du 28.
- 39 Bulletin de renseignements du SDECE, 21.1.1947, B-9-1 (1947) MAE
- 40 A.Philip, 39è Congrès SFIO, août 1947, compte rendu p. 812 Archives PS (Secrétariat)
- 41 Rapports des 15.3. et 15.4.1945, AN F1a 4022
- 42 Télégramme de Hoppenot, Washington, 16.10.1944, B-9-2 (1944-1946). La reconnaissance officielle n'est acquise que le 23 octobre 1944 (idem).
- 43 Cf. "CGT et revendications ..." notamment chap. II, pp. 123 sd.
- 44 Document anonyme, non daté (parmi des documents de février-mars 1945, B-9.2. (1944-1946) MAE
- 45 Télégramme de Garreau-Dombasle, Mexico, 6.3.1945, idem, parenthèses dans le texte
- 46 Note de la DGER, 26.11.1945, idem
- 47 Lettre de Bonnet à Bidault, 31.1.1946, idem
- 48 Cf. "CGT et revendications ..." notamment chap. III pp. 217 sq
- 49 C.D. du 21.1.1946, Archives D. Mayer
- 50 Note, Minerve, 8.2.1946, A-194-5 (1946) MAE
- 51 Télégramme à F. Guoin, 27.5.1946, idem
- 52 Lettre de J. Du Sault, Ministre de France au Portugal à G. Bidault, Lisbonne, 7.8.1946, B-9-2 (1944-1946) MAE
- 53 Bulletin de renseignements, SDECE, 21.1.1947, B-9-1 (1946-1947) MAE
- 54 Lettres de Hoppenot à Bidault, 22.1. et 5.2.1947, idem
- 55 P. André (PRL) J.O. des Débats, 14.3.1947, p. 825
- 56 D. Mayer, Conseil National de la SFIO, 20.3.1947, p. 312 (Archives P.S.)
- 57 Lettre de Teitgen à Bidault, 14.3.1947, 48-Y-48 1 sd 6, MAE
- 58 Télégramme de Brugère, Bruxelles, 23.4.1947, idem
- 59 Télégramme de Lecompte-Bonnet, Bogota, 28.4.1947, B-9-2 (1947) MAE
- 60 Conversation citée, Moscou, 20.4.1947, 48-Y-48 1 sd 6
- 61 Lettre de Massigli, Ambassadeur de France à Londres, à Bidault, 26.6.1947 A-22-9 (1947), MAE
- 62 Entrevue citée, 18.6.1947, idem
- 63 Cf. notamment les analyses de Charpentier, Ambassadeur de France à Moscou, les 17 et 23.6.1947, idem
- 64 Renseignement du 8.7.1947 sur "Le plan Marshall et le Labour Party" Y-52-3 B, MAE
- 65 JO des débats, 21.6.1947, p. 2289
- 66 cf. France-Nouvelle, 28.6.1947, pp. 2 et 8
- 67 cf. "CGT et revendications ..." note 86, chap. XII, vol. 4 pp. 614-616
- 68 Idem, chap. XII et XIII
- 69 Note pour M. Alphand, 9.12.1947, A-194-6 (1947) MAE (et op. cit., ibid.)
- 70 Le Monde, 19-20.10.1947, p. 1
- 71 R. Roure, Le Monde, 21.10.1947 (au lendemain du 1er tour)
- 72 Lettre de H. Bonnet (commentaire et citations) à Bidault, Washington, 27.10.1947, B-9-2 (1947) MAE
- 73 Cf. "CGT et revendications ..." chap. XII, pp. 776 sq.
- 74 Discours cité in lettre de H. Bonnet à Bidault, Washington, 9.12.1947, Y-52-3 B, MAE
- 75 Déclaration officielle des Neuf Partis fondateurs, France Nouvelle, 11.10.1947, pp. 6-7
- 76 Ramadier, J.O. des débats, 29.10.1947, pp. 4913-4914
- 77 Lilly MARCOU, Le Kominform, PFNSP, p. 59. Sur les points évoqués ici, cf. "CGT et revendications ..." notamment chap. XV et XVI
- 78 Télégramme de Bonnet, Washington, 25.10.1947 A-22-9-2 CII, MAE
- 79 Conversation citée, Londres 17.12.1947, Y 52-3-B, MAE
- 80 Cf. "CGT et revendications ..." chap. XII pp. 787 sd. (notamment)
- 81 Sur les points simplement évoqués en conclusion la meilleure source consultée est A-22-9-2 C I à V (dossiers mensuels, 1948) MAE
- 82 cf. l'article de Patricia HUBERT-LACOMBE in l'Histoire, n° 46, Juin 1982 "Le cinéma américain débarque en France", pp. 96-97